PRÉFÈTE D'INDRE-ET-LOIRE
Liberté
Égalité
Fraternité

Contrat de relance et de transition écologique

Axe transversal du projet de territoire : Transition Ecologique

Touraine Val de Vienne

Cadre de la contractualisation

- Trois axes : Attractivité, cohésion territoriale et sociale, transition écologique : cible de 50 % des crédits de l'Etat consacrés à la transition écologique

- Quel que soit l'axe : principe d'éco-conditionnalité pour tous les projets: ils doivent être économes en foncier et en ressources et améliorer l'état des milieux naturels pour s'inscrire dans les stratégies nationales bas carbone et biodiversité ;

Cadre de la contractualisation

Pas d'enveloppe affectée a priori / territoire de contractualisation mais des ordres de grandeur sur 7 ans

- **Les enveloppes des opérateurs : Agence de l'eau, ADEME, etc**.
- **Les enveloppes fléchées dans le Contrat de projet Etat-Région pour les CRTE: 58,2Meuros**
  - **Attractivité** : 0,2Meuros FNADT pour des études de mesure de la couverture mobile;
  - **Cohésion territoriale et sociale** :
    - 6 Meuros FNADT et DSIL pour des MSP ;
    - 1 Meuros FNADT soutien aux tiers lieux ;
    - 9 Meuros DSIL Action Coeur de ville ;
    - 4,8 Meuros FNADT, 9,2 Meuros DSIL Petites Villes de demain ;
  - **Transition écologique** :
    - 8 Meuros DSIL urbanisme durable (ilots de chaleur, friches, biodiversité urbaine) ;
    - 6 Meuros DSIL vélo ;
    - 7,9 Meuros FNADT, 2,8 Meuros DSIL pôles échanges multimodaux, transports collectifs, mobilité rurale ;

Cadre de la contractualisation

- **Enveloppe à la main du préfet de département :60 Meuros/7 ans/département**
  - Tous les projets accompagnés par la DSIL;
  - Les projets les plus structurants accompagnés par la DETR (à titre indicatif, les projets > 100 000 € de subvention demandée);
- Mesures du plan de relance en complément

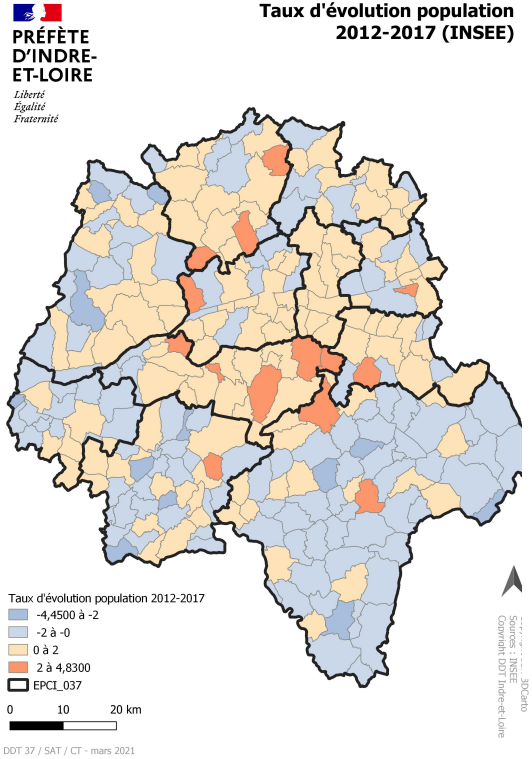
Soit, hors enveloppes fléchées (relance, mesures nationales, opérateurs), de l'ordre de 120euros/hab sur 7 ans.

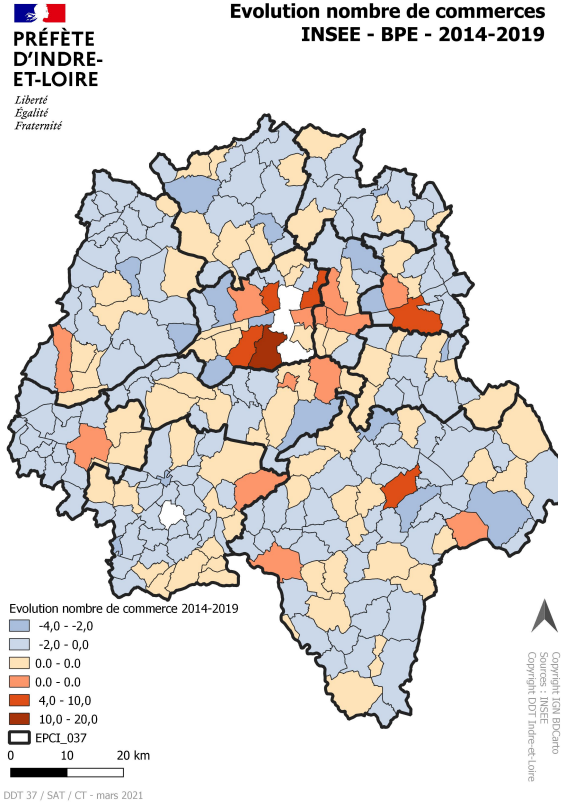
- Des choix à opérer :

Sur le volet transition écologique, les priorités de l'État sont explicitées dans les diapositives suivantes au regard des enjeux ou décrochage sur le territoire considéré…

1. Lutte contre l’artificialisation des sols

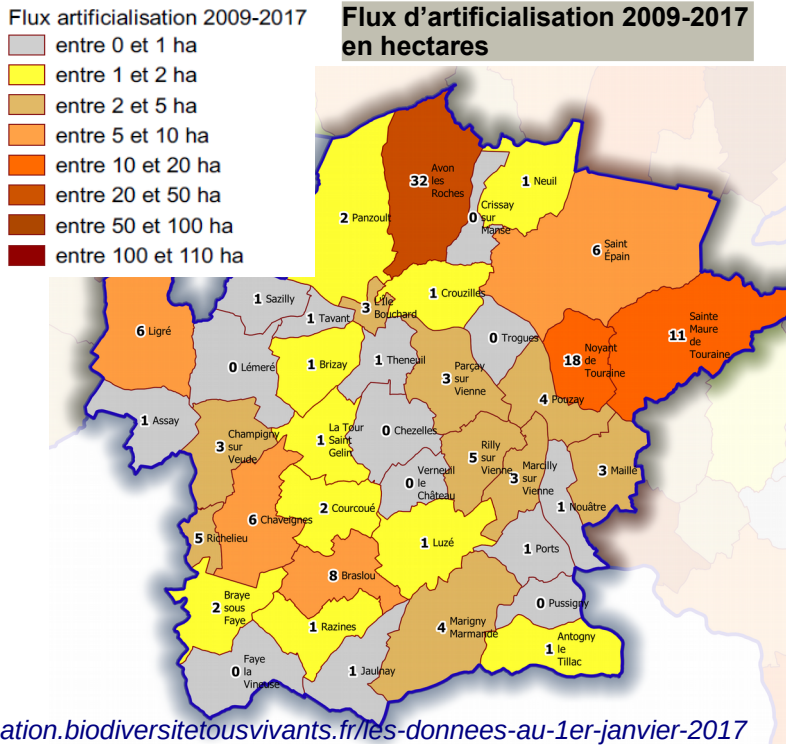
Constat





Les surfaces artificialisées ont augmenté de plus de 15 % en Indre et Loire entre 2006 et 2014 (11,5 % en Région CVL entre 2006 et 2014), la population de la région CVL a augmenté dans le même temps de 2,9 % et celle de l'Indre et Loire de 4 %.

Le SRADDET a pour objectif de diviser par 2 la consommation d'espaces naturels et forestiers d'ici 2025 pour tendre vers 0 artificialisation nette en 2030



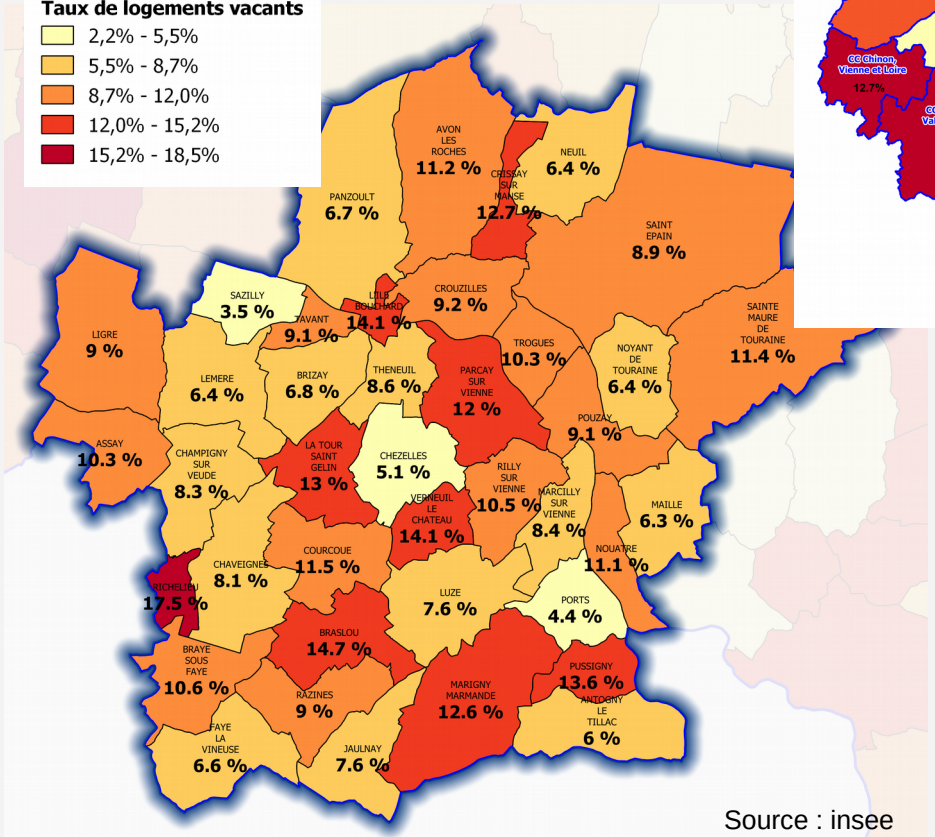
Lien insee statistique locale

https://artificialisation.biodiversitetousvivants.fr/les-donnees-au-1er-janvier-2017

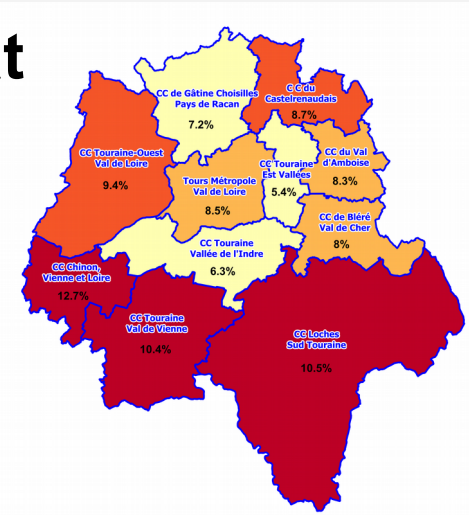
Logement vacant : constat

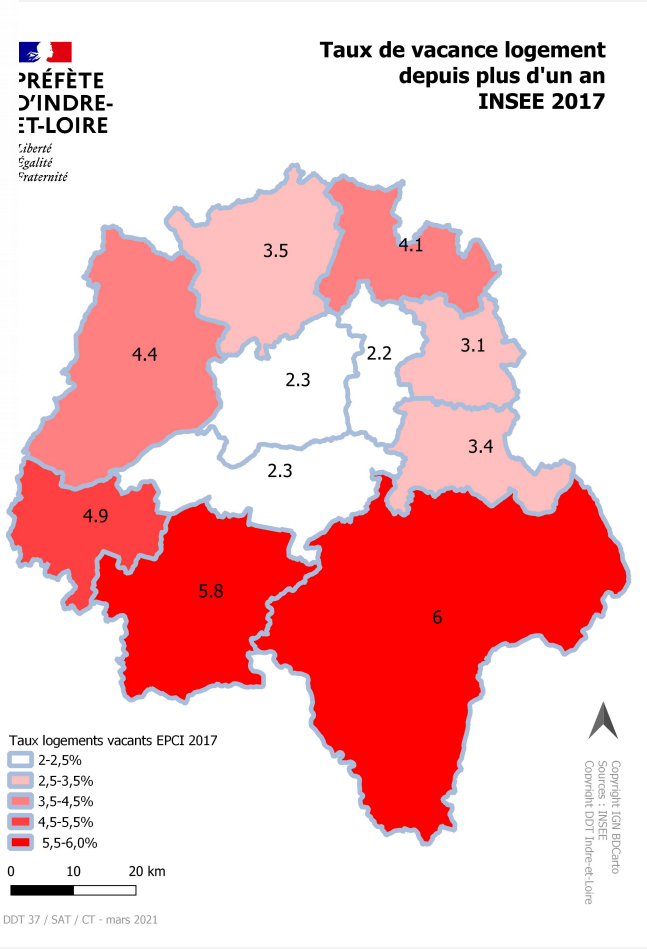
Taux de logements vacants

TVV : 10 ,4 % en 2017 (8,5 % sur le dpt)



Source : insee





Renouvellement urbain : constat

Leviers de la CC :

* PVD (L'Ile Bouchard, Richelieu, Sainte Maure de Touraine)
* mise en place d'une OPAH-RU
* réfléchir en complémentarité à une taxe habitation sur logts vacants
* remobilisation des dents creuses par le recyclage des friches urbaines et d'activité

Enveloppes budgétaires Etat pour recyclage friches :

* Fonds friche France Relance - CVL : 6,3 Meuros/région/2021 et 2022
* AAP ADEME dépollution France Relance
* DSIL urbanisme durable – CPER : 8 Meuros/région/7ans

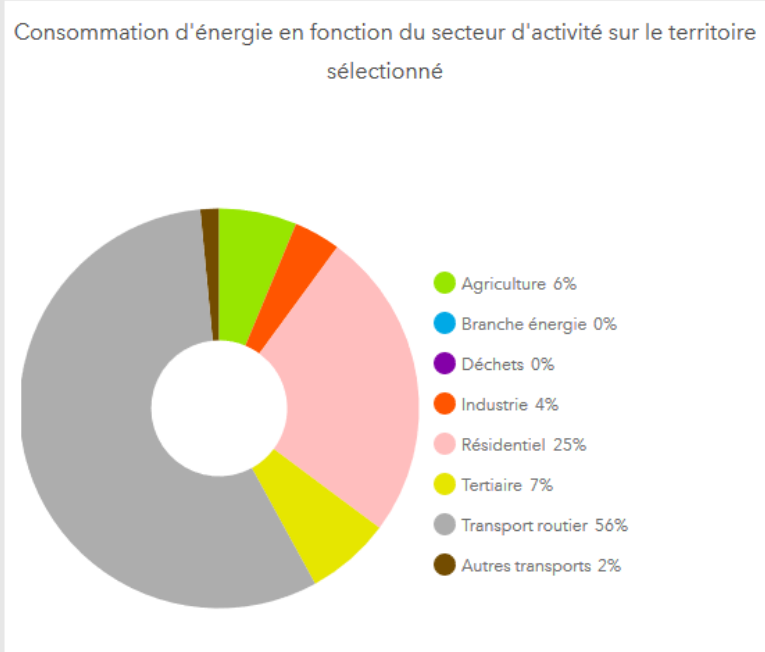
Lien insee statistique locale

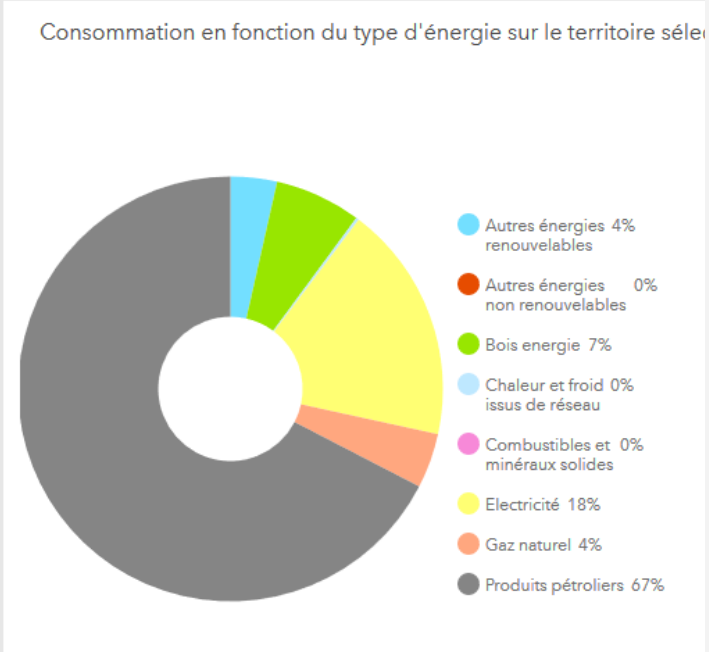
2. Efficacité énergétique

Efficacité énergétique : constat

Objectif du SRADDET : **réduire la consommation énergétique finale du territoire régional de 43% en 2050 par rapport à 2014**, soit une baisse spécifiquement dans le secteur de l'économie de -21% et dans le secteur des bâtiments de -41%

- 867,2 GWh





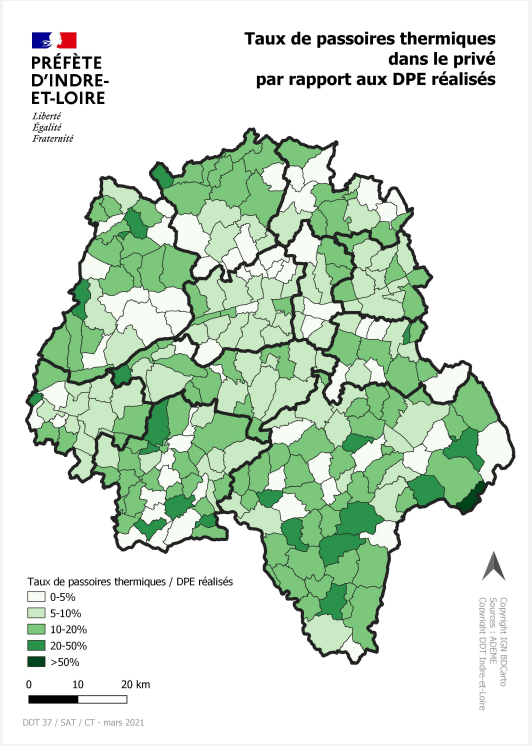
Leviers :

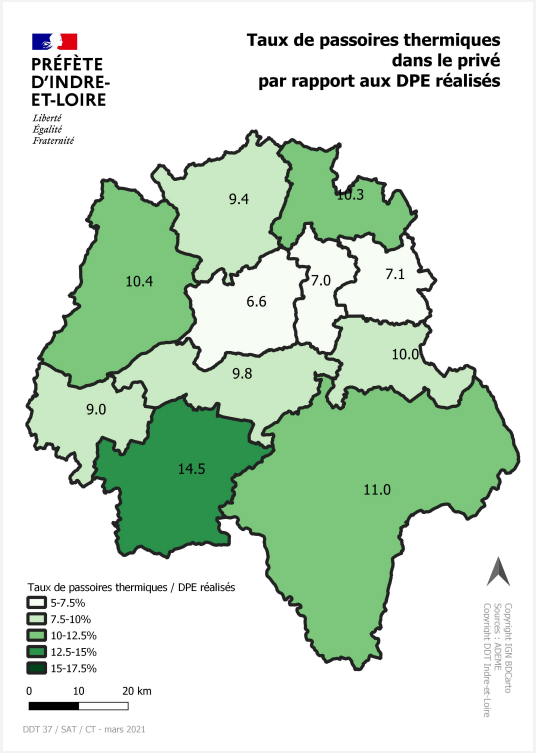
* sobriété énergétique
* Efficacité énergétique :
  > résidentiel –
  > mobilité

https://ligair.maps.arcgis.com/apps/opsdashboard/index.html#/7cdae4ee79cd41939cefbb05cc20d491

Efficacité énergétique : résidentiel

Nombre de passoires thermiques dans les logements privés par rapport aux DPE réalisés
(Dpt : 8025 passoires sur 100 795 DPE)



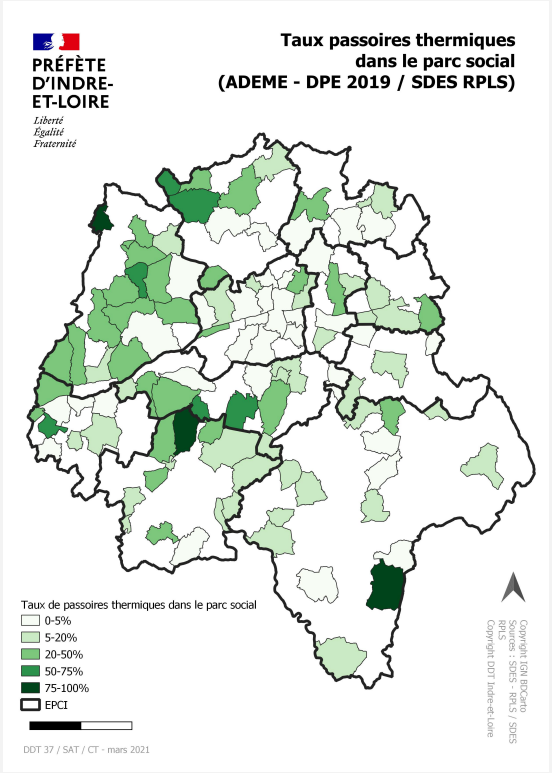


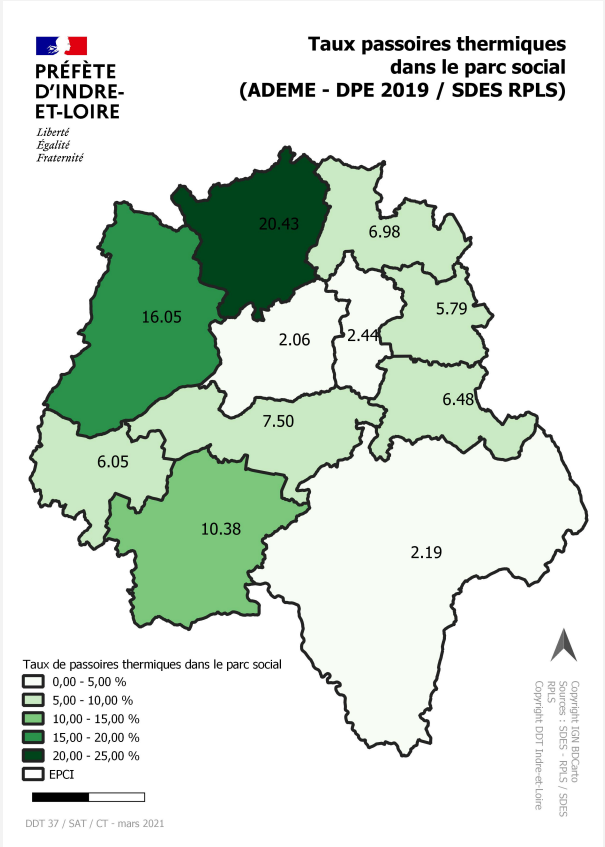
Source : https://data.ademe.fr/datasets/dpe-37 2020

Leviers :
* Plateforme Territoriale de la rénovation énergétique
* Opération Programmée de l'Amélioration de l'Habitat

Enveloppes budgétaires Etat:
* Ma Prime Rénov'
* Habitez mieux
* Programme SARE

Efficacité énergétique : résidentiel - zoom parc social





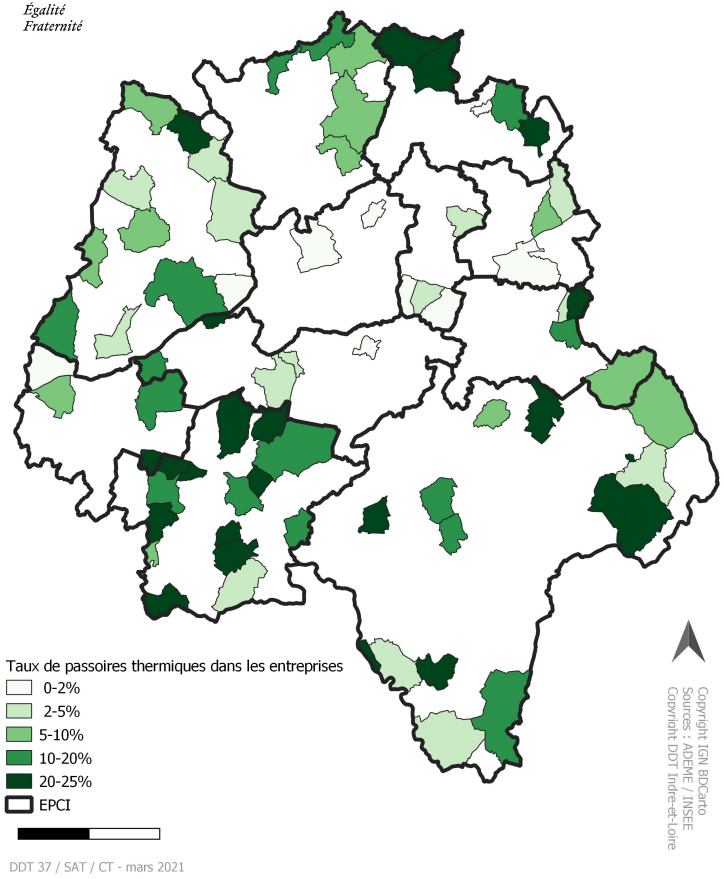
[Enveloppes budgétaires Etat:](#)
(* Rénovation lourde logements sociaux France Relance)

*** 1700 logements disposent d'un DPE F ou G sur 45 576 logements sociaux (conventionnés et hors de la catégorie SEM)**

Les passoires énergétiques (ou passoires thermiques) sont notées F ou G. Elles représentent une consommation énergétique supérieure à 330 kWh par m² et par an

Efficacité énergétique : tertiaire

PRÉFÈTE D'INDRE-ET-LOIRE
Liberté Égalité Fraternité

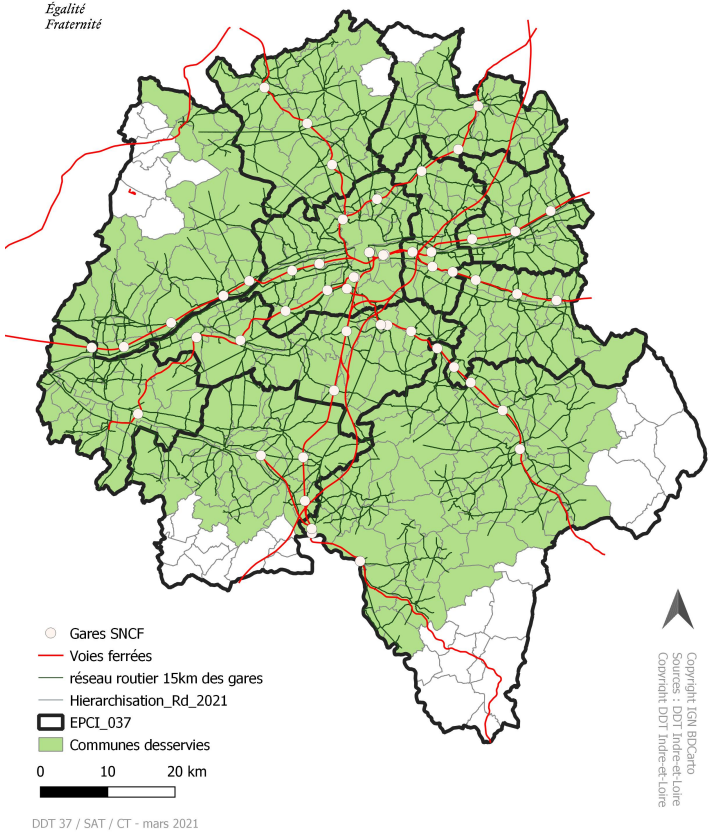


les bâtiments publics

Levier
Etudier l'empreinte énergétique du parc de bâtiments public

Enveloppes budgétaires Etat:
* DSIL rénovation énergétique France Relance pour bâtiments publics
* DSIL/DETR droit commun
* Programme SARE/ Petits tertiaire
* France Relance pour le tertiaire privé (crédits d'impôts)

PRÉFÈTE D'INDRE-ET-LOIRE
Liberté
Égalité
Fraternité



Efficacité énergétique : mobilité - pôles gares ?

Leviers:

* renouvellement urbain des pôles gares?
* création d'un pôle multimodal, de plate-forme de co-voiturage ?
* fréquence des lignes de transports en commun
* électrification du parc de véhicules de la collectivité ;

Enveloppes budgétaires Etat (dans le cadre du CPER)::

* DSIL CPER – 2, 77 Meuros/région/7 ans
* FNADT CPER – 7,93 Meuros/région/7 ans

* bonus écologique / prime à la conversion (Agence de services et de Paiement)

Efficacité énergétique : autres

- Eclairage public, etc.

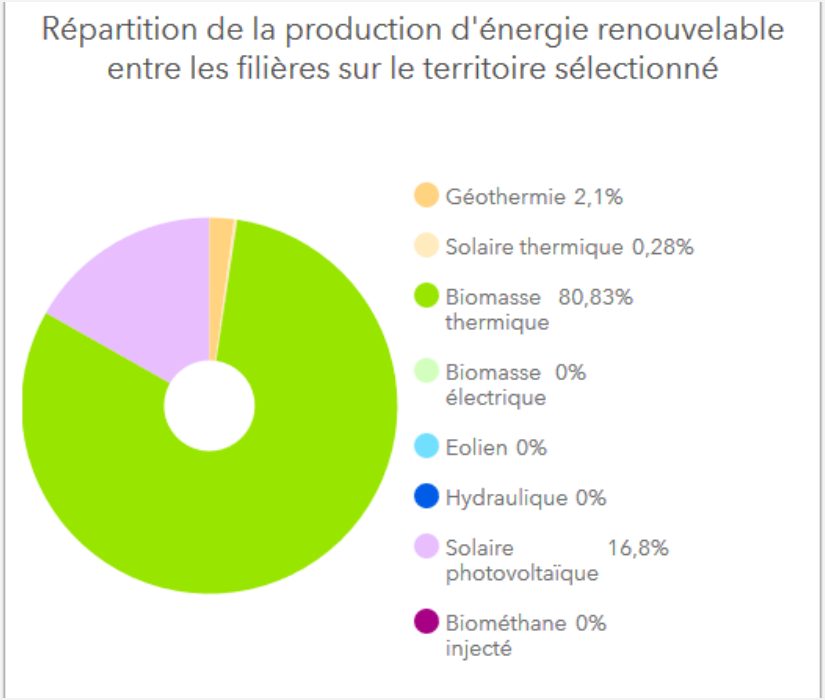
Leviers :
* travaux sur éclairage public pour meilleure efficacité énergétique

Enveloppes budgétaires Etat:
* ADEME

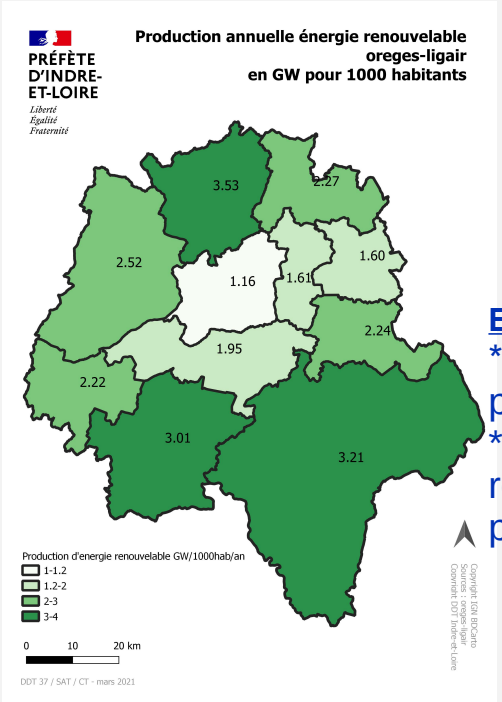
3. Développement des énergies renouvelables

Développement des énergies renouvelables

Le SRADDET cible une production d'ENR à hauteur de sa consommation d'énergétique à l'horizon 2050



Consommation d'énergie finale 2018 : 867,2 GWh
Production ENR : 76,7 GWh



Leviers :

* construire un mix énergétique
* identifier des terrains adaptés

Enveloppes budgétaires Etat :

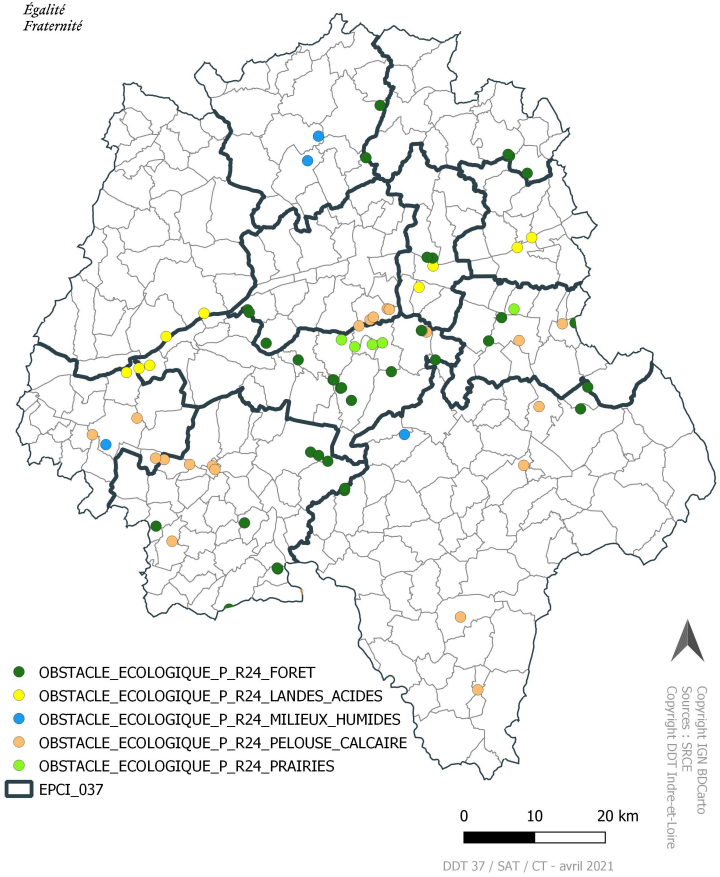
* Appel d'offres nationaux pour les EnR électriques
* Fonds chaleur «Energies renouvelables » de l'ADEME pour les EnR thermiques

https://ligair.maps.arcgis.com/apps/opsdashboard/index.html#/b3ed1c48a1bf4ff596ab5608608caaf7

4. utilisation durable du milieu

PRÉFÈTE D'INDRE-ET-LOIRE
Liberté Égalité Fraternité

Schéma Régional de Cohérence Ecologique
Obstacles



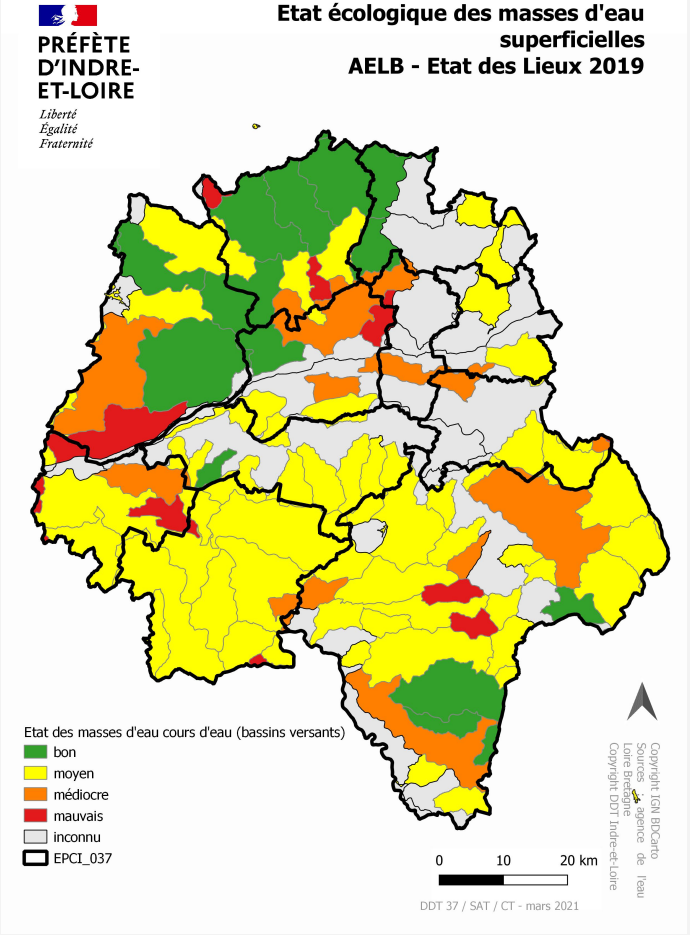
Biodiversité : obstacles

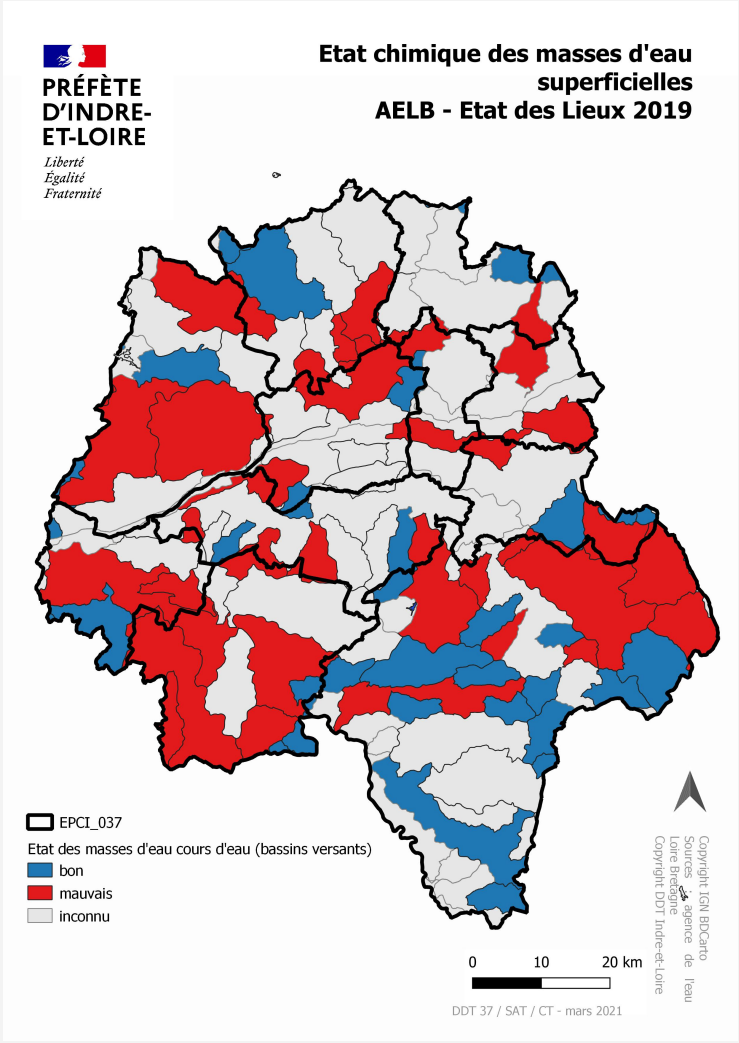
Leviers:

- inventaire de biodiversité
- inventaire zones humides, haies bocagères, mares (à établir systématiquement dans les zones à urbaniser selon le SRADDET)
- mesures en faveur de la Trame verte et bleue
- mesures en faveur de la préservation Natura 2000 (ex : création zone tampon)
- engagement de travaux de restauration écologique

Enveloppes budgétaires Etat:

* crédits DREAL, OFB et Agence de l'eau



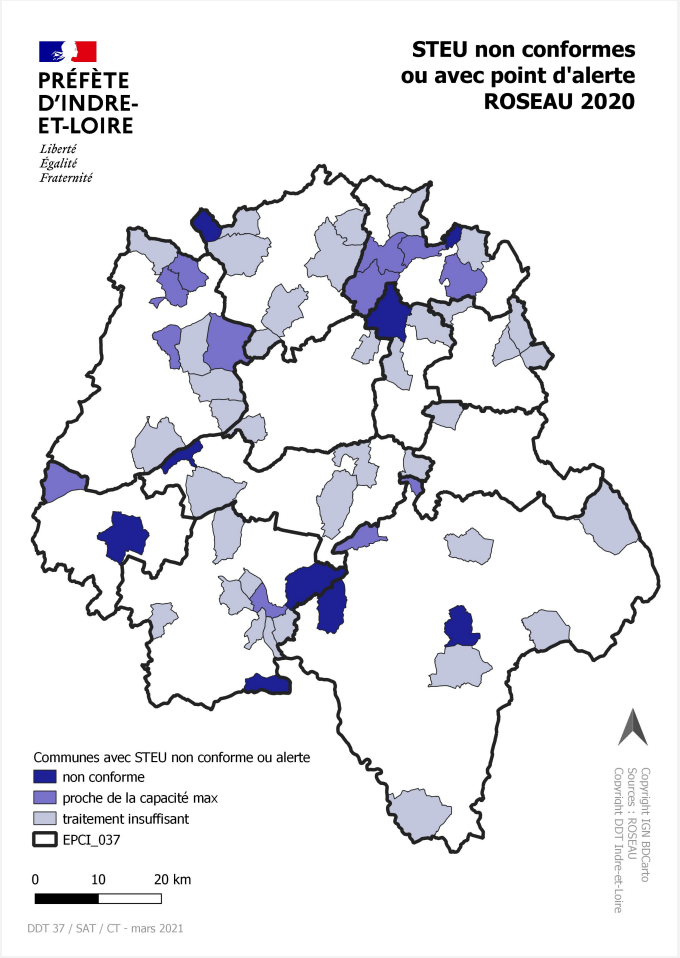


Masses d'eau : état qualitatif

Leviers de la CC :

- agir sur les masses d'eau en mauvais état

Assainissement



Leviers de la CC :

- **investissement dans les STEU défaillantes**

* Non conforme: Sainte Maure de Touraine
* Proche de la capacité max : Pouzay
* Traitement insuffisant : Trogues, Parcay sur Vienne, Maillé, Nouâtre, Marcilly sur Vienne, Champigny sur Veude, Avon les Roches

Enveloppes budgétaires Etat :

* Crédits spécifiques relance sur l'eau potable et l'assainissement
* 11ème programme des agences de l'eau (crédits CPER et hors CPER)

Des précisions

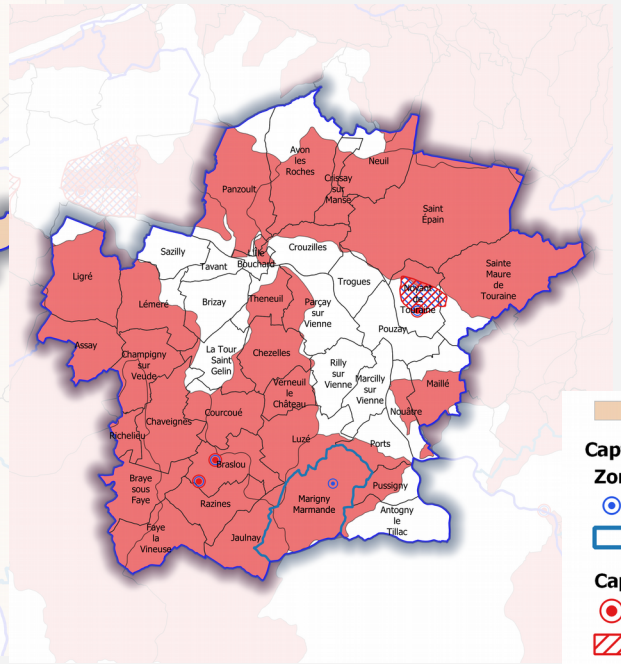
Non conformes au niveau national (9 sur le Dpt)
Proche de l'être : fonctionnement correct mais la capacité hydraulique et/ou de traitement est proche du max (12 proches de la capacité max sur le Dpt)
Traitement insuffisant (40) conformes au niveau national mais ne respectent pas leur autorisation préfectorale en terme de rejet ce qui peut poser pb en cas de création de lotissement

Sources : Données issues de l'application nationale Roseau (données validées en 2020 pour les données de 2019)

Captages en zone d’action renforcée

Zones vulnérables nitrates

Produits phytosanitaires



Leviers

- Deux périmètres d’aire d’alimentation de captage à délimiter (Braslou)

Zone vulnérable aux nitrates

Captages et zonages concernés

Zones d'action renforcé (ZAR)

Captage

ZAR

Captages prioritaires non ZAR

Captage

AAC : Aire d'alimentation de captage (si délimitée)

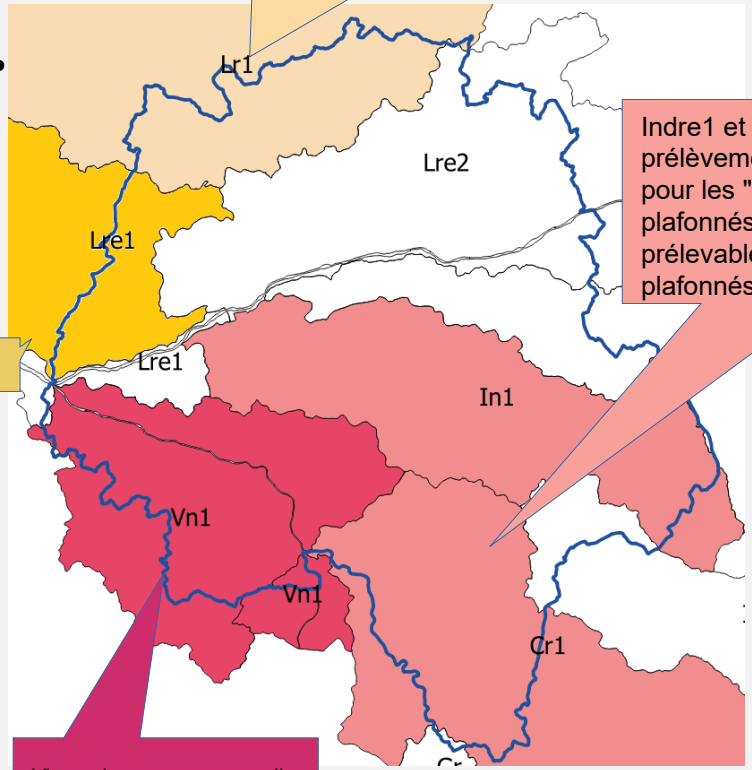
Captages prioritaires et ZAR

Captage

AAC et ZAR

Masses d’eau : état quantitatif - mesures 7B2 du SDAGE

Loir1 : SDAGE, possibilité d’autorisations de prélèvement très limitées pour les "primo-irrigants"



7B-4

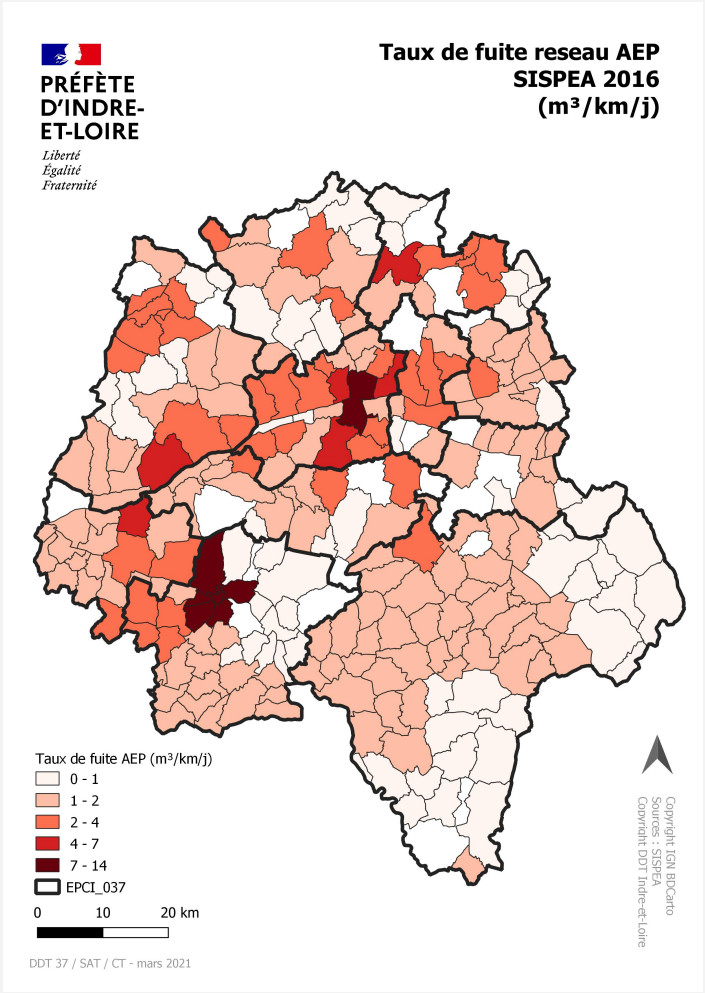
Indre1 et Creuse1: pas de nouveau prélèvement sauf
pour les "primo-irrigants" et plafonnés à 10 % du volume supp. prélevable fixé par le SDAGE et plafonnés à 20 000 m3.

Vienne1 : aucune nouvelle autorisation n’est délivrée conformément au SDAGE.

Levier:

* Projet de territoire pour la gestion de l’eau (PTGE)

Adduction d'eau potable AEP



Leviers

- priorisation de la rénovation des réseaux d'AEP

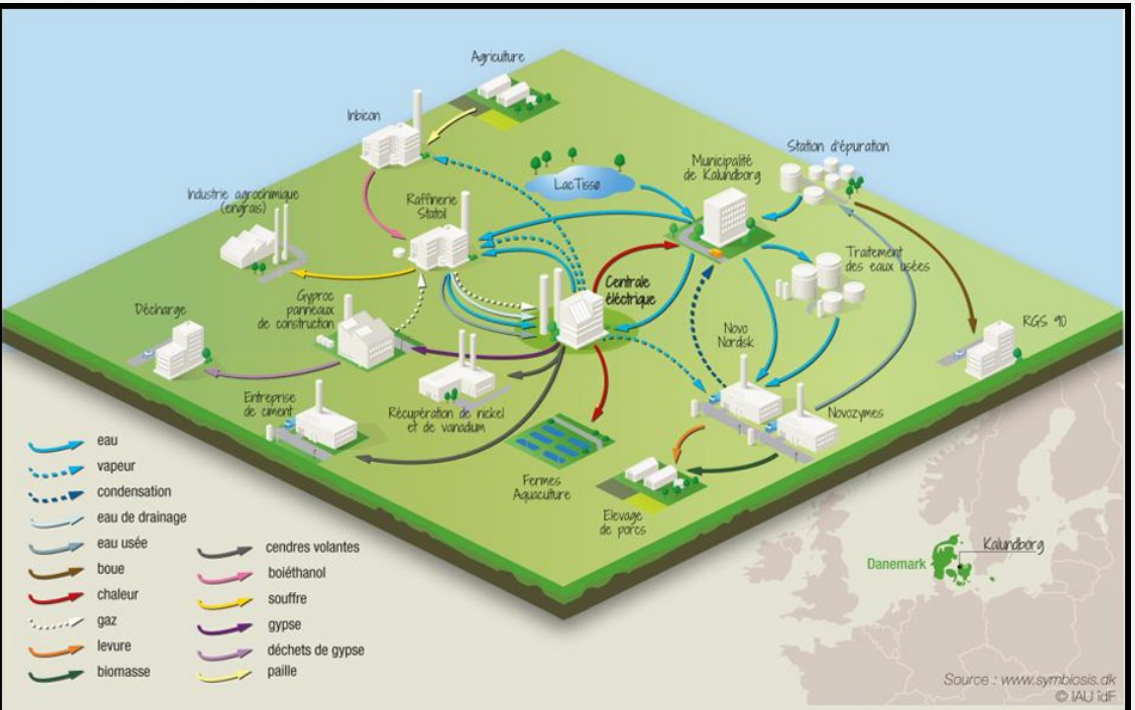
Enveloppes budgétaires Etat :

* Crédits spécifiques relance sur l'eau potable et l'assainissement
* 11ème programme des agences de l'eau (crédits CPER et hors CPER)
* Aquaprêt de la Banque des territoires pour la rénovation des réseaux et la GEMAPI

Sources : SISPEA – données de 2016

écologie industrielle et territoriale

Déchets/économie circulaire



La ville portuaire de Kalundborg au Danemark est l'exemple le plus emblématique en écologie industrielle. Depuis près de 20 ans, une vingtaine de synergies ont été mises en œuvre et ont permis de réduire de 20 000 tonnes par an la consommation de pétrole, de 200 000 tonnes celle du gypse et de 2,9 millions de mètres cubes la consommation d'eau. Les investissements estimés à 84 millions d'euros ont entraîné des économies de ressources et de traitement des déchets d'environ 15 millions d'euros/an.

Leviers :

* diminuer la quantité de déchets, créer des ressourceries, recycleries
* intégrer les principes d'écologie industrielle et territoriale

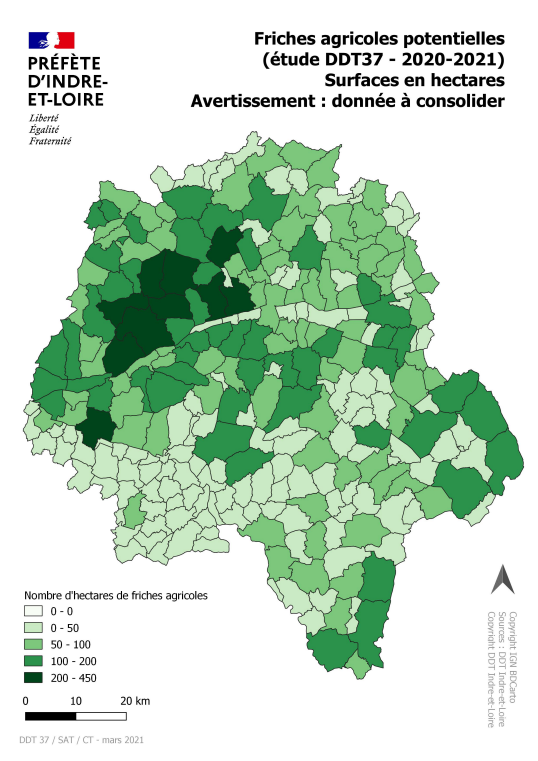
Enveloppes budgétaires Etat:

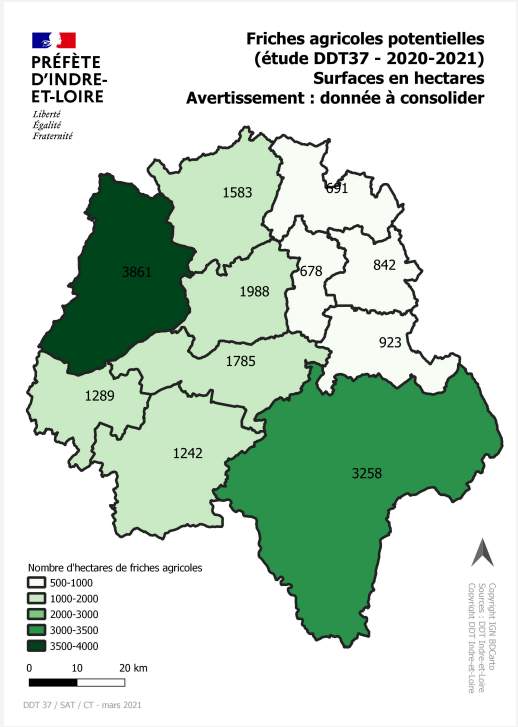
*ADEME - Fonds « Economie circulaire »

5. Agriculture et alimentation durables

Déprise agricole et projets alimentaires territoriaux

loi EGALIM: les services de restauration scolaire et universitaire, les services de restauration des établissements d'accueil des enfants de moins de six ans, les établissements de santé, des établissements sociaux et médico-sociaux et les établissements pénitentiaires doivent proposer, au 1er janvier 2022, au moins 50% de produits de qualité et durables, dont au moins 20% de produits biologiques.



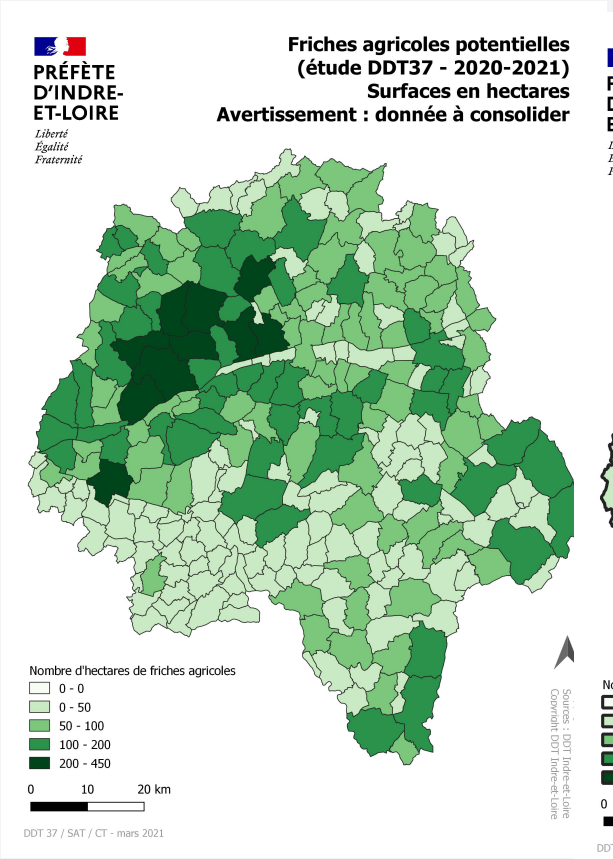


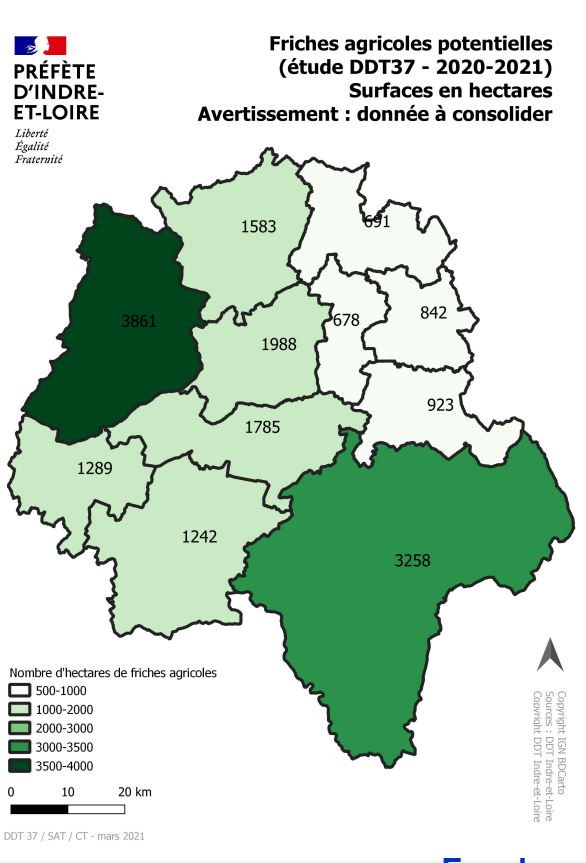
Leviers :

* Consolider le recensement des friches agricoles et identifier l'intérêt de les remettre en fonction agricole selon la valeur agronomique du terrain
* promouvoir les circuits courts

Friches : prairies, vergers, vignes, pelouses, landes ligneuses depuis 2016 (THEIA) ;
Ont été soustraites les surfaces déclarées à la PAC (RPG), les éléments connus (stade, aérodrome…), des données thématiques (surfaces viticoles...)

Déprise agricole et projets alimentaires territoriaux





loi EGALIM: les services de restauration scolaire et universitaire, les services de restauration des établissements d'accueil des enfants de moins de six ans, les établissements de santé, des établissements sociaux et médico-sociaux et les établissements pénitentiaires doivent proposer, **au 1er janvier 2022, au moins 50% de produits de qualité et durables, dont au moins 20% de produits biologiques**.

Leviers :

* Consolider le recensement des friches agricoles et identifier l'intérêt de les remettre en fonction agricole selon la valeur agronomique du terrain
* promouvoir les circuits courts

Enveloppes budgétaires Etat:

* Mesure relance - Projet alimentaire territorial ;
* Mesure relance : restauration scolaire communes rurales

Friches : prairies, vergers, vignes, pelouses, landes ligneuses depuis 2016 (THEIA) ;
Ont été soustraites les surfaces déclarées à la PAC (RPG), les éléments connus (stade, aérodrome…), des données thématiques (surfaces viticoles...)

Touraine Val de Vienne Synthèse

Lutte contre l'artificialisation :

- Recycler les friches urbaines et d'activité à traiter en priorité avant d'augmenter la consommation de foncier
- Résorber la vacance : programme de Petites Villes demain (PVD)- Revitaliser le(s) centre(s) bourg(s)

Améliorer l'efficacité énergétique :

- Agir sur les bâtiments :réduire la consommation énergétique des locaux des collectivités, de l'habitat et des entreprises ?
- Agir sur la mobilité: des pôles gares à conforter? Parking relais voiture vélo ? Plate-forme de co voiturage ?

Développer les ENR :

- Augmenter la contribution au développement des ENR avec un mix énergétique à déterminer, inventorier les anciens sites industriels disponibles

Utilisation durable du milieu :

- Des actions à conduire sur les masses d'eau dégradées : des STEU à traiter en priorité, des réseaux à rénover ? - Un projet de territoire pour la gestion de l'eau ? Deux périmètres d'aire d'alimentation de captage à délimiter (Braslou)

Agriculture et alimentation durable :

- Augmenter la part de producteurs locaux dans la restauration collective publique -
- Projet Alimentaire Territorial + mesure relance cantines scolaires rurales ? - Des friches agricoles à inventorier ?